

Débat sur l'avenir de l'école (1^{er} débat)

En introduction, l'animateur indique les 3 clés choisies (par la majorité des enseignants du collège) pour ouvrir le débat : les points 5 , 8 et 22.

Un parent d'élève engage immédiatement la discussion sur le taux d'illettrisme (10%) apparemment stable depuis 10 ans. Est-il nécessaire de remettre en cause un système qui ne semble pas plus mauvais qu'avant ? Cependant, on note une différence de résultats entre garçons et filles. Les filles s'adapteraient-elles mieux au système scolaire et seraient-elles moins « perturbables » ? Autre interrogation : le faible nombre d'élèves par enseignant (11él. / enseignant)... Où sont les profs ?

Deuxième point discuté : l'absence de participation des élèves en aval du débat-diagnostic. Leurs remarques auraient pu être à la base de notre réflexion. Les délégués des élèves de 4^{ème} et de 3^{ème} ont pourtant été invités au débat, mais aucun n'est présent. Peut-être les questions posées sont-elles trop difficiles et le sujet trop complexe. De plus il n'est pas aisé de prendre la parole dans une assemblée d'adultes.

Cependant, la nécessité de faire participer les élèves ne fait pas l'unanimité : les adultes ne seraient-ils pas sûrs des objectifs qu'ils doivent fixer aux jeunes ?...

Discussion sur le point 5 : Quel socle commun de connaissances ?

L'objectif, selon le vœu de tous, est que les enfants sachent lire et écrire correctement à la sortie du primaire, car c'est un des piliers majeurs de la réussite. Le travail effectué en primaire a donc été remis en cause : trop peu de devoirs à la maison semblent être donnés.

L'assemblée a déploré l'hégémonie des filières scientifiques à partir du lycée (est-il nécessaire de faire un bac S pour être prof d'Histoire-Géo ?). L'école serait-elle élitiste ?

Les matières fondamentales ne sont pas les mêmes pour tous les élèves ; il faut prendre en compte l'épanouissement de l'enfant, ses désirs et surtout son projet professionnel. Le collège devrait être le lieu où l'on construit son projet d'orientation.

Discussion sur le point 8 : Motiver et faire travailler les élèves...

La discussion s'engage sur le temps de travail des élèves... qui ne correspond pas forcément à l'efficacité. Il paraît donc judicieux de (re-)valoriser le travail : les enfants semblent avoir perdu le sens de l'effort scolaire pour de nombreuses raisons :

- Les jeunes ne comprennent plus pourquoi ils vont à l'école ;
- les parents sont moins exigeants avec eux quant à leurs résultats scolaires;
- l'école ne joue plus son rôle d'ascenseur social ;
- les jeunes s'impliquent moins, y compris dans les tâches de la vie quotidienne ;
- la société prône l'aspect ludique au détriment de l'effort ;
- le parcours scolaire est trop long et donc démotivant pour certains élèves : ceux-ci, en devenant paresseux, mettent en péril leur propre orientation.

La seule motivation resterait les notes, encore que l'esprit de compétition se perde : certains élèves ont même honte d'être les « intellos ».

- Globalement, les utilisateurs sont contents du système éducatif; le développement de l'élève est plutôt réussi grâce à la complémentarité des matières. Il faut améliorer le système, mais non le transformer radicalement.

- Or, la hiérarchisation des matières entraînerait de fait la disparition programmée des matières secondaires.

- Enfin, mettre l'élève au centre du système éducatif signifie à la fois:
- lui faire acquérir un socle reconnu de compétences,
- et lui permettre de s'épanouir dans la matière qu'il a choisie comme fondamentale pour lui.

La question centrale est donc de déterminer le "socle commun de compétences", - c'est-à-dire le profil de l'élève que l'on veut former, et les modalités de son évaluation.

Quel que soit le contenu de ce socle commun, il semble indispensable à tous les participants d'organiser l'enseignement par modules. En effet, le cloisonnement par classe est source de perte de temps pour les bons élèves et exclut de la progression ceux qui ont des difficultés. Les objectifs fixés aux élèves seraient à atteindre en 4 ans; ce qui permettrait une progression plus individualisée, une véritable pédagogie par objectifs, qui, dans l'organisation actuelle par classe, compte-tenu des effectifs et du "saucissonnage" des disciplines, ne peut être mise en place.

De ce point de vue, un certain nombre de participants insistent sur l'inefficacité prouvée du redoublement: on n'apprend que lorsqu'on est confronté à du nouveau!
Si certains objectifs ne sont pas atteints pendant l'année scolaire, pourquoi ne pas mettre en place un système de rattrapage pendant l'été?
D'autre s'insurgent contre les prédictions abusives concernant tel ou tel élève: il faut accueillir les enfants dans leur diversité!

Reste le problème des élèves absolument récalcitrants à un enseignement qu'ils jugent trop général. Si un partenariat plus étroit avec le monde de l'entreprise est indispensable, peut-être faudrait-il inventer pour eux un temps de formation initiale "décalé" qui leur permettrait d'acquérir le fameux socle commun de compétences "en différé", après s'être essayé à plusieurs métiers sous la tutelle de l'Education Nationale et avoir retrouvé le goût d'apprendre.
Voilà une nouvelle formule d'alternance qui ne ferait pas intervenir trop tôt l'orientation professionnelle définitive au détriment des acquisitions indispensables à la vie professionnelle elle-même!

Toutes ces propositions exigent des moyens supplémentaires, mais l'école de l'avenir doit être pensée en fonction des besoins, et non en fonction des moyens existants.
Certains participants soulignent néanmoins que les moyens en personnel existent parfois, sans apporter de solution aux parents des élèves en difficulté. Ces moyens sont-ils réellement compétents?

La question de la formation, de la compétence, du statut, du rôle, des missions et de l'évaluation des enseignants et de l'administration (inspecteurs et chefs d'établissement) soulève un débat assez houleux d'où il ressort des points de convergence et de divergence très fortement affirmés.

- Les convergences:
L'IUFM (qui assure la formation initiale des enseignants) est jugé absolument inefficace et dépassé.

- Les divergences:

- La meilleure réponse pour assurer le suivi des élèves consiste-t-elle à former des professeurs bivalents (sur le modèle de la polyvalence des professeurs d'école) ou faut-il maintenir la spécialisation actuelle ?

- Les disciplines sont-elles excessivement "saucissonnées", ou est-ce notre façon de les enseigner?

- Peut-on faire preuve d'ouverture d'esprit si l'on ne s'est pas "frotté" aux différents niveaux d'enseignement par des stages de plusieurs mois dans les écoles maternelles, primaires, les collèges et les lycées, et dans les entreprises?

- Faut-il maintenir le statut actuel, ou la rémunération au mérite favoriserait-elle un plus grand dynamisme du corps enseignant?

- Le temps de travail des enseignants doit-il inclure la formation continue, l'aide individualisée aux élèves, les relations avec les parents d'élèves?

- Enfin, l'évaluation des enseignants continuera-t-elle d'être faite par des inspecteurs, ou doit-elle être confiée, aux chefs d'établissement?

- En un mot, la décentralisation est-elle un danger pour l'accès de tous les élèves à un enseignement de qualité sur l'ensemble du territoire, ou est-elle une chance à saisir pour rapprocher les centres de décision des gens et pouvoir définir par collège le profil de l'élève que l'on veut former?

Quoi qu'il en soit, la priorité des priorités retenue par l'assemblée semble être l'adaptation de l'école à l'élève (et non l'inverse), la prise en compte de l'élève tel qu'il est et, au rebours de ce qui s'affirme dans la hiérarchisation des disciplines, la mise en oeuvre résolue de cycles d'apprentissage.

Enfin, les parents insistent sur la nécessité d'impliquer les élèves dans la vie collective de l'établissement et de la société, corollairement à l'affirmation de l'autorité des professeurs.